

LE COLONEL AMAR BEN HANLA À LIBERTÉ

"Nous avons ouvert une école du renseignement et de la sécurité avec l'Otan"

Le colonel Amar Ben Hamla, officier supérieur de l'Armée nationale populaire (ANP), chargé de la gestion technique du dialogue méditerranéen avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), rencontré hier au séminaire organisé conjointement par l'INESG et la division de la diplomatie publique de l'Otan à l'hôtel Hilton, revient dans cet entretien sur la professionnalisation de l'armée.

Liberté : L'Algérie a-t-elle fixé ses priorités en matière de professionnalisation de son armée dans le cadre du dialogue politique initié par l'Otan ?

Colonel Amar Ben Hamla : Il faut savoir qu'il y a deux volets dans ce dialogue : le volet politique et le volet militaire. Pour ce qui est du volet politique, nous l'avons déjà fixé puisque nous nous sommes engagés dans un cadre bilatéral et multilatéral avec l'alliance. Ils ont trouvé au niveau de l'Otan que l'Algérie avait un excellent niveau de partenariat malgré le fait que nous nous sommes engagés dans le dialogue légèrement en retard par rapport à nos voisins. Autrement dit, par le nombre d'activités, par le niveau de participation et d'échange, il semble, d'après l'Otan, que nous sommes crédibles. Sur le plan militaire, nous sommes pour le moment en train d'observer, d'étudier, et d'apprendre. Sans prétention aucune, nous faisons une mise à niveau d'interopérabilité.



Samir/Liberté

consistante de cette coopération. Peut-être qu'il y a encore des hésitations dans certains domaines comme le civil, mais ça va venir...

Que voulez-vous dire par hésitation ?

Il me semble que l'Otan est encore réticente sur le plan scientifique et de la recherche dans le cadre sociologique de la défense. C'est leur affaire. Mais nous faisons ce constat. Toutefois sur le plan militaire, nous, nous y allons. Nous avons des escales, nous avons eu même l'occasion de faire des propositions : c'est sur l'initiative algérienne qu'a été créé le système de la formation mobile. Nous avons eu ici quatre formations mobiles. La transparence de l'Armée nationale algérienne a permis d'ouvrir l'école du renseignement et de la sécurité avec l'Otan. Et nous avons organisé une formation des forma-

teurs pour le soutien à la paix. C'est un créneau très important. Le président de la République plaide pour le Conseil de la sécurité et de la paix. Demain, à mon avis personnel, s'il y a une intervention, elle se fera au profit de l'Afrique. Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas la capacité d'aller au Kosovo. Nous pouvons le faire et on aurait pu le faire si l'Otan nous avait fait appel. Mais le fait que nous soyons leader dans le soutien de la paix et comme le dit le président de la République avec ses pairs africains si un jour ils décident, nous serons prêts à aller au Darfour et au Congo.

On parle de coopérations militaires ciblées...

Tout ce qui est conduit par l'alliance, nous en faisons un objectif dans le cadre de l'interopérabilité. Demain, s'il y a une intégration dans ce cadre, nous le ferons dans le cadre du soutien à la paix. D'autant plus que l'Algérie, à travers le discours du président de la République, ministre de la Défense nationale, prêche pour les conseils de la paix et de la sécurité au sein de l'Afrique. Donc, comme je vous le disais plus haut, s'il y a une intervention, elle sera prioritairement au profit de l'Afrique pour le maintien de la paix. Ce qui est logique sinon on serait en contradiction. Les autres engagements se feront sous la conduite et l'autorité du politique.

Que nécessite cette professionnalisation de l'armée ?

Elle nécessite un budget de la défense nationale qui sera adopté par l'Assemblée populaire nationale (APN) ; elle requiert également une réforme de la défense avec la prééminence du politique sur le militaire. Il faut savoir qu'il ne s'agit pas de carrière ou de carriérisme militaire. Il s'agit d'un concept de stratégie nationale de défense.

Pourquoi une prééminence du politique par rapport au militaire ?

Mais c'est normal ! Il y a la prééminence du politique parce que c'est lui qui décide de l'avenir de la nation.

Et le rôle du gouvernement ?

Le gouvernement est un

instrument de stratégie d'exécution de la politique nationale. Et la présence des deux ministres, celui des Affaires étrangères et celui délégué auprès du ministère de la Défense nationale, est une expression qui conforte l'action politique dirigée par le président de la République.

Peut-on évoquer la possible adhésion de l'Algérie à l'Otan ?

Ce n'est pas à nous de la demander mais bien à eux ! Nous, nous sommes un instrument et un passage indéniable sur le plan de la stabilité dans la région de la Méditerranée puisque nous avons un littoral de 1 200 km ; nous avons vécu une importante lutte contre le terrorisme, et notre force est là et reconnue puisque nous avons été crédibles.

Qu'attend l'Algérie de l'Otan ?

Ça a été défini par l'initiative d'Istanbul. C'est une initiative politique à laquelle nous avons adhéré, donc il s'agit d'une affaire du politique. Le militaire qui, du reste n'était pas présent, quant à lui n'est là que pour conforter l'action de l'engagement politique. Nous ne faisons qu'exécuter ce qui a été décidé par le politique et nous le faisons très bien.

Qu'en est-il de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme ?

Elle avance bien et se met en place.

NADIA MELLAL

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE HIER ENTRE HALIM BENATALLAH ET JEAN FOURNET

L'Algérie, un partenaire stratégique

L'Algérie est un partenaire stratégique pour l'Otan. C'est ce qu'a déclaré hier le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères Mohamed Bedjaoui, lors de la cérémonie d'ouverture du séminaire sur la coopération entre l'Algérie et l'Otan, organisée par l'Institut national d'études stratégiques globales, en collaboration avec la division de la diplomatie publique de l'Otan à l'hôtel Hilton d'Alger.

Le ministre des Affaires étrangères a indiqué que le bilan de la coopération entre l'Algérie et l'Otan est très satisfaisant, et la collaboration de l'Algérie aux programmes annuels et aux diverses activités de l'Otan a connu un accroissement substantiel.

Le séminaire a été clôturé par un point de presse donné conjointement par l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, Halim Benatallah, et le secrétaire général adjoint de l'Otan pour la diplomatie publique, Jean Fournet. Selon

ce dernier, "la décennie à venir devrait être celle de l'affinement d'une vision stratégique du partenariat et de la coopération entre l'Otan et ses partenaires méditerranéens. Dans cette optique, le sommet d'Istanbul a tracé des perspectives nouvelles en suggérant un dialogue transparent entre les pays méditerranéens".

Interrogé sur un éventuel accord de sécurité de l'Algérie avec l'Otan, Benatallah a expliqué que cet accord "n'est pas comme on peut le concevoir. C'est un document technique approuvé par les pays méditerranéens membres de l'alliance qui permet aux opérateurs de garder la confidentialité des informations".

Évoquant la possibilité d'intervention de l'Algérie dans le cadre de sa coopération avec l'alliance dans les conflits, Jean Fournet a expliqué d'entrée que "rien n'est imposé au pays dans ce dialogue". "Les gouvernements sont libres d'intervenir dans les axes de coopération qui leur plaisent. En aucun cas vous ne verrez

l'Otan demander à un pays de participer à telle ou telle opération", a-t-il ajouté tout en expliquant qu'ils sont libres de décider d'intervenir dans les conflits.

Sollicité sur une coopération dans le but de lutter contre l'émigration clandestine, Jean Fournet, qui a tenu à préciser que cela ne fait pas partie du domaine d'intervention de l'Otan, n'a pas manqué de souligner que c'est un point de coopération avec l'Union européenne.

Il notera, par ailleurs, que "la sécurité des frontières peut constituer un élément de coopération mais pas au titre de l'immigration". La possibilité de l'adhésion de l'Algérie à l'Otan a été écartée, quant à elle, par l'ambassadeur de l'Algérie à Bruxelles : "Cette question n'est pas à l'ordre du jour. Les priorités de l'Algérie sont la professionnalisation de l'armée, la lutte contre le terrorisme, la coopération dans le domaine scientifique..."

NABILA AFROUN

BOUIRA

Des propriétaires d'armes ont manifesté hier

Les propriétaires des armes de la wilaya de Bouira sont revenus, hier, à la charge en organisant un sit-in devant le cabinet du wali. Ils étaient des dizaines, pour la plupart des personnes âgées, venues demander la restitution de leurs armes.

Ces armes leur ont été confisquées par l'État en 1993 pour des raisons sécuritaires depuis deux ans. Chaque mardi, ils se donnent rendez-vous à la place publique de la ville de Bouira puis une marche silencieuse les conduit jusqu'au cabinet du wali.

Comme à l'accoutumée, la délégation a été reçue par M. Berkane Kamel, chef du cabinet du wali qui vient de reprendre ses fonctions après avoir accompli la omra aux Lieux-Saints. La délégation s'est longuement entretenue avec le

représentant du wali chargé du dossier. À la sortie, la délégation a rendu verbalement son compte rendu à la foule.

Pour la délégation "rien n'est encore clair". Le chef de cabinet lui signifie "qu'à ce jour aucune instruction ne lui est parvenue", néanmoins une lueur d'espoir est à l'horizon.

Cette situation pourrait être réglée dans le cadre de la charte pour la paix et la réconciliation nationale. Il est à rappeler qu'au mois de juin, une délégation a été reçue par le chef de la II^e Région militaire, à deux reprises, qui leur a laissé entendre que le problème avait été transmis au ministère de l'Intérieur. La délégation s'est ensuite dirigée à ce ministère, mais à ce jour aucune suite ne leur a été donnée.

A. DEBBACHE